

## CHRONOLOGIE DE BHOPAL

A travers cette chronologie, découvrez comment la volonté de s'enrichir en réduisant les coûts, la désinformation et la complaisance politique ont produit l'un des pires désastres industriels. Découvrez comment 20 ans après, la situation n'est toujours pas réglée. Contre vents et marées, les survivants de la catastrophe continuent de se battre pour obtenir justice de la plus grosse compagnie chimique du monde.

**1969** : Construction de l'usine Union Carbide à Bhopal, capitale de l'Etat de Madhya Pradesh en Inde, sur le modèle d'une usine en activité en Virginie-Occidentale aux Etats-unis.

**1973** : Les premiers litres d'**isocyanate de méthyle (MIC)** sont importés des Etats-unis, pour lancer la production du pesticide Sevin. Cette substance chimique très dangereuse est difficile à manipuler et transporter. En cas d'exposition, elle cause des dommages irréversibles aux yeux, à la gorge et aux poumons.

**1979** : L'usine de Bhopal commence à produire son propre MIC.

**1980 - 1984** : Les ventes n'ayant pas atteint le niveau visé, l'équipe « MIC » est réduite de 12 à 6 personnes et l'équipe responsable de la maintenance de 6 à 2 personnes. **Les incidents se multiplient et laissent présager la catastrophe à venir** : un ouvrier meurt le 26 décembre 1981 suite à une fuite de gaz phosgène, en janvier 1982, 28 ouvriers sont gravement blessés par le même gaz, et en octobre de la même année quatre ouvriers sont exposés au MIC du fait d'une fuite par une valve abîmée. Un audit confidentiel sur la sécurité de l'usine est réalisé auprès des cadres supérieurs en mai 1982 et recense 61 incidents dont 30 graves (et 11 dans l'unité phosgène/MIC). **Des mesures de sécurisation sont prises dans l'usine-mère de Virginie-occidentale, aux États-Unis, mais rien n'est fait à Bhopal.**

**1984 - nuit du 2 au 3 décembre** : Une fuite de gaz se produit à l'usine de pesticides d'Union Carbide de Bhopal. En trois jours, 500 000 personnes sont exposées au gaz et 8 000 décèdent. La nuit de l'accident, de l'eau servant au nettoyage des tuyaux entre dans la cuve de MIC par des valves non-étanches. L'unité de réfrigération, qui aurait dû maintenir le MIC à une température proche de 0°C, avait été précédemment mise hors fonctionnement par les responsables de l'entreprise pour faire des économies d'électricité. L'entrée d'eau dans la cuve pleine de MIC à température ambiante déclenche une réaction exothermique qui fait céder la cuve et entraîne le rejet du mélange gazeux mortel. Les systèmes de sécurité, qui de toutes façons n'étaient pas conçus pour faire face à une telle fuite, étaient en panne. En outre et afin de ne pas « alarmer inutilement » les communautés riveraines, les sirènes de l'usine avaient été mises hors fonctionnement. Le nuage empoisonné provenant de l'usine Union Carbide couvre une zone de plus de 20 kilomètres carrés lorsque les habitants réalisent ce qui se passe et commencent à s'enfuir.

**1984 - 7 décembre** : Warren Anderson, PDG d'Union Carbide, est arrêté par la police indienne lors d'une visite à l'usine. Il est relâché contre une caution de 2 000 dollars et quitte rapidement le pays. Union Carbide est citée comme accusé n°10 dans la procédure pénale déclenchée pour

**homicide volontaire.** Quelques années plus tard, Anderson sera déclaré fugitif pour ne s'être pas présenté devant la justice indienne. Il ne remettra jamais les pieds en Inde.

**1985 : Le gouvernement indien saisit la justice américaine et demande 3,3 milliards de dollars à Union Carbide.**

**1986 :** La cour américaine renvoie le dossier à la cour indienne, sous la pression d'Union Carbide, qui espère s'en tirer pour beaucoup moins cher en Inde.

**1989 : Après cinq ans de bataille judiciaire, le gouvernement indien et Union Carbide parviennent à un accord à l'amiable.** Les réparations seront de 470 millions de dollars au lieu des 3,3 milliards initialement réclamés par le gouvernement indien. Les actions d'Union Carbide montent en flèche quand les marchés financiers réalisent que la compagnie s'en est tirée à bon compte.

**1992 – avril : Après avoir ignoré 4 convocations de la justice indienne, Warren Anderson est déclaré fugitif au regard de la loi indienne.**

**1994 – novembre :** La Cour suprême indienne autorise Union Carbide à revendre ses actifs indiens encombrants, d'une valeur de 90 millions de dollars, pour financer un hôpital. Les procédures judiciaires contre Union Carbide deviennent difficiles à mettre en œuvre car l'accusé refuse de se présenter à la cour et ne possède plus d'actifs en Inde.

**1999 – août :** Annonce de la future reprise d'Union Carbide par Dow Chemical.

**1999 – novembre :** Greenpeace analyse le sol, les eaux souterraines et les puits de l'usine désaffectée et de ses environs et met en évidence la présence de 12 substances toxiques ainsi que de mercure dans des concentrations pouvant être jusqu'à 6 millions de fois plus élevées que la normale.  
(voir rapport *Bhopal Legacy* disponible sur <http://www.bhopal.net/oldsite/documentlibrary/index.html>)

**A New York, des victimes de Bhopal saisissent la justice fédérale contre Union Carbide et son ex-PDG Warren Anderson pour violation des droits de l'Homme, du droit de l'environnement et du droit pénal international.**

**2000 – août :** Greenpeace installe un centre informatique à la sortie de l'usine pour permettre aux survivants de la catastrophe de demander justice à Union Carbide. Des milliers de survivants envoient des courriers électroniques à la compagnie qui réagit en fermant son serveur informatique pendant deux jours pour ensuite bloquer tout message concernant Bhopal.

**2001 – février : Union Carbide et Dow Chemical fusionnent et forment le plus grand groupe chimique mondial. Dow reprend l'actif et le passif d'Union Carbide mais déclare ne pas être responsable d'une usine qu'elle n'a jamais exploitée.** Les avocats indiquent que cette affirmation est juridiquement absurde, tant au regard de la loi indienne qu'à celui de la loi américaine. **Les survivants demandent que Dow soit tenu responsable et assume les conséquences médicales et environnementales de l'accident de Bhopal, et que les poursuites pénales contre Carbide soient redirigées vers Dow.** L'acquisition pour 10 milliards de dollars d'Union Carbide par Dow ouvre la possibilité de reprendre les poursuites pénales car Dow possède quatre filiales ainsi que des actifs en Inde.

**2002 – 9 janvier :** Aux Etats-Unis, Dow accepte les responsabilités d'Union Carbide dans le cadre d'une affaire de contamination à l'amiante au Texas qui visait initialement Union Carbide. Le prix de ses actions chute de 23%, ce qui représente une perte de 7,16 milliards de dollars et fait descendre les

actions de Dow à leur valeur d'octobre 2000. Si Dow accepte les responsabilités d'Union Carbide aux Etats-Unis, ce n'est toujours pas le cas en Inde.

**2002 – janvier :** Un rapport scientifique montre que les impacts sanitaires découlant de la contamination du site de Bhopal sont alarmants : les femmes allaitent leurs enfants avec du lait contaminé par du plomb, du mercure et des organochlorés. *Surviving Bhopal 2002: Toxic present, toxic future. A report by the Fact Finding Mission on Bhopal.* <http://www.bhopal.net/oldsite/documentlibrary/survivingbhopal.doc>

**2002 – mai :** Des survivants de Bhopal font une tournée aux Etats-Unis qui se termine par une rencontre informelle avec le PDG de Dow de l'époque, Michael Parker, lors de l'assemblée générale annuelle de Dow. Dow continue d'ignorer les demandes de nettoyage du site de Bhopal.

**2002 – juillet :** On apprend que le gouvernement indien prévoit d'abandonner les poursuites contre Warren Anderson, PDG d'Union Carbide au moment de la catastrophe. Des survivants de la catastrophe entament une grève de la faim de 28 jours à Delhi. Un appel est lancé pour un soutien international, en solidarité avec les survivants. Entendant l'appel des survivants de Bhopal, Diane Wilson entame elle aussi une grève de la faim devant une usine de Dow au Texas. Depuis sa construction, cette usine n'a cessé de polluer le golfe du Mexique. Finalement, les charges contre Anderson sont maintenues et la cour de Bhopal demande l'extradition immédiate de Warren Anderson.

Commentant les demandes des survivants, la responsable des relations publiques de Dow, Kathy Hunt, n'hésite pas à déclarer que « 500 dollars représentent une somme rondelette pour un Indien ». Pourtant les survivants, souffrant de maux chroniques dus à la fuite de gaz et à la pollution quotidienne de leur environnement par l'usine abandonnée, ont reçu une indemnité maximum de 500 dollars. Ceci représente tout juste 0,07 dollars par jour pour soulager une vie entière de souffrance, alors que Dow a déjà payé 10 millions de dollars à une famille américaine dont l'un des enfants avait subi des dommages cérébraux à cause de son pesticide Dursban. Aujourd'hui interdit aux Etats-Unis, ce pesticide est toujours commercialisé en Inde.

**2002 – 28 août :** Malgré des pressions de la part du gouvernement indien, la cour de Bhopal confirme les charges d'homicide volontaire contre Warren Anderson. Le tribunal demande son extradition immédiate.

**2002 – 29 août :** Un quotidien britannique découvre que Warren Anderson vit très confortablement aux Etats-Unis, dans l'Etat de New York. Bien qu'il soit recherché par les autorités indiennes et Interpol, les autorités américaines n'ont fait aucun effort pour extraditer Anderson, se déclarant incapables de le trouver. Les journalistes ont mis deux semaines pour le retrouver.

**2002 – 30 septembre :** Une étude de l'Institut scientifique populaire de Dehra Dun confirme la présence de mercure, un produit fortement toxique, dans l'eau « potable » de Bhopal, dans des concentrations atteignant parfois deux microgrammes par litre, et avertit du grave risque sanitaire. Les habitants boivent cette eau contaminée depuis des années.

**2002 – 4 octobre :** Des survivants de Bhopal et des militants de Greenpeace manifestent devant le siège européen de Dow. Un balai est offert au PDG de Dow Europe et il lui est demandé de nettoyer la pollution toxique à Bhopal. Le cadeau est poliment accepté mais Dow n'entreprend rien.

**2002 - 6 octobre :** La campagne « Jhaadoo Maaro Dow Ko » est lancée par les survivants de Bhopal. Le slogan : « Donnez un coup de balais à Dow » signifie que Dow doit nettoyer le site ou qu'il sera contraint de quitter l'Inde. Cette campagne sera relayée dans de nombreux pays dans le monde.

**2002 – 21 octobre : L'Etat de Madhya Pradesh annonce qu'il va adresser une requête à la Cour Suprême indienne afin qu'elle contraigne Dow Chemical à nettoyer la pollution des sols et des eaux sur le site de l'usine Union Carbide de Bhopal.**

**2002 – 21/23 octobre : Des ministres du gouvernement indien indiquent à des journalistes que l'Inde a entamé une procédure d'extradition de Warren Anderson, l'ex-PDG d'Union Carbide, des Etats-Unis.**

**2002 – 25 octobre :** Des « lignes directrices » formulées par Greenpeace pour la décontamination du site de l'usine abandonnée sont présentées au Premier ministre du Madhya Pradesh et transmises dans le même temps aux bureaux de Dow en Inde, en Europe et aux Etats-unis. Le coût estimé pour la décontamination avoisine les 500 millions de dollars.

**2002 – octobre :** Des survivants de Bhopal font la tournée des usines Dow en Europe pour « rencontrer » les cadres de Dow Chemical et des représentants des associations industrielles chimiques de différents pays et leur offrir des balais qu'ils ont rapportés de Bhopal.

**2002 – novembre :** Des documents confidentiels d'Union Carbide récupéré par les associations de plaignants dans le cadre de la procédure d'enquête montre qu'une « technologie n'ayant pas fait ses preuves » a été utilisée dans l'unité de production de MIC afin de réduire les coûts.

**2002 – 19 novembre :** Des militants posent des panneaux autour d'un terrain avertissant les habitants qu'Union Carbide l'a utilisé pour stocker des déchets dangereux. Quand l'usine fonctionnait encore, des substances chimiques toxiques étaient rejetées dans des bassins d'évaporation à l'air libre. Certains habitants ont utilisé la terre de ce terrain pour bâtir leur maison.

**2002 – 22 novembre :** Des documents confidentiels d'Union Carbide sont rendus publics. Ils indiquent qu'Union Carbide avait fait des analyses du sol et de l'eau dans l'usine et aux alentours après la catastrophe et avait découvert un important taux de contamination. A l'époque Union Carbide n'a pas diffusé ces informations, mais un autre rapport qui affirmait qu'il n'y avait pas de contamination, dans le but de rassurer le gouvernement et les citoyens indiens.

**2002 – 25 novembre :** Des militants de Greenpeace et des habitants de Bhopal pénètrent sur le site de l'usine pour confiner une partie des déchets toxiques du site et montrer à Dow comment l'entreprise devrait s'occuper de ses saletés. Malgré leurs bonnes intentions, ils sont arrêtés par la police pour violation de propriété.

**2002 – 28 novembre :** Dow publie une note interne sur son site internet dans laquelle on peut lire : « Mais ce que nous ne pouvons ni ne voulons faire – où que Greenpeace fasse ses actions et quels que soient leurs efforts pour saper la réputation de Dow auprès du grand public – c'est accepter la responsabilité de l'accident de Bhopal ». Quelques jours plus tard, Michael Parker, PDG de Dow et auteur de ces lignes est mis à pied.

**2002 – 2 décembre :** Des femmes de Bhopal se rendent à pied jusqu'au siège de Dow à Bombay pour apporter des échantillons de ce qui les empoisonne tous les jours. Après une manifestation pacifique, un employé de Dow accepte les échantillons de terre et d'eau contaminés prélevés aux alentours de l'usine.

**2002 – 3 décembre : Des milliers de personnes manifestent dans les rues de Bhopal à l'occasion du 18<sup>ème</sup> anniversaire de la catastrophe.** Des manifestations à la chandelle ont lieu un peu partout dans le monde pour soutenir les revendications de justice à Bhopal.

Des militants rendent visite au PDG de Dow à son domicile pour lui demander ce qu'il va faire pour les 18 ans de la catastrophe de Bhopal. Bien qu'il affirme avoir prévu de « passer un moment au calme pour penser à cette tragédie » il semble plutôt avoir organisé une soirée festive. Parker prend l'engagement de rendre publique la composition précise du gaz, considéré jusque là comme un secret commercial. Cette information pourrait aider les médecins à mettre au point des traitements mieux adaptés pour les 150 000 survivants de la catastrophe souffrant de maux chroniques du fait de l'exposition au gaz.

Un groupe d'activistes de l'Internet, les « Yesmen », construisent un site internet visant à présenter Dow sous son vrai jour. Leur site connaît un succès immédiat.

**2002 – 5 décembre :** Des fonds d'investissement dont les capitaux s'élèvent à 13 milliards de dollars déclarent que Dow devrait résoudre les problèmes de Bhopal pour éviter de dégrader davantage son image.

**2002 – 13 décembre :** Le PDG de Dow, Michael Parker est démis de ses fonctions et remplacé par William S. Stavropoulos, l'homme qui avait orchestré la prise de contrôle d'Union Carbide. Parker aurait été remercié uniquement à cause de la « faible performance financière » de l'entreprise.

S'inspirant des « Yesmen », Greenpeace lance le site internet parodique « mad-dow-disease.com » pour mettre en évidence les pratiques flagrantes de double standard de Dow Chemical.

**2002 – 23 décembre :** Dow saisit la justice contre les femmes qui avaient organisé une manifestation silencieuse devant le siège social de Dow à Bombay, en Inde, le 2 décembre. Dow réclame 10 000 dollars de dommages et intérêts.

**2003 – 7 janvier :** Pour faire comprendre aux dirigeants de Dow que les problèmes de Bhopal ne peuvent être ignorés simplement parce qu'ils sont éloignés, Greenpeace se rend à la plus importante usine de Dow en dehors des Etats-Unis pour rapporter des déchets de Bhopal à leur nouveau propriétaire. Une vingtaine de militants est arrêtée.

**2003 – 23 janvier :** Au cours des mois précédents, Dow a reçu plus de 15 000 courriers électroniques ainsi que des milliers de cartes postales lui demandant d'assainir le site de Bhopal. Face à l'absence de réponse de Dow, Greenpeace organise une journée spéciale durant laquelle elle invite chacun à appeler la ligne téléphonique mise en place par Dow pour répondre aux questions relatives à son éthique. Des centaines de gens appellent, mais n'obtiennent aucune réponse.

**2003 – 10 mars :** Pour attirer l'attention sur la tentative de Dow de réduire au silence les protestations en Inde en demandant 10 000 dollars de dommages et intérêts aux manifestants, Greenpeace organise un « sit-in » virtuel du site internet « bhopal.com » sur lequel Dow essaie de redorer son image. Le mercredi 12 mars le site bhopal.com est saturé.

**2003 – 11 mars :** Des militants bloquent l'entrée du centre Dow de Houston après y avoir livré près de 1000 litres d'eau contaminée prélevés dans des puits à Bhopal. Cette eau, que les habitants de Bhopal sont contraints d'utiliser chaque jour, est évacuée par une équipe spécialisée dans la manipulation des matériaux dangereux.

**2003 – 18 mars : Déception quand un tribunal de New York rejette la demande de dommages et intérêts des survivants de Bhopal,** procédure démarrée en novembre 99. Le juge John F. Keenan a fait obstruction aux trois tentatives de poursuite en justice d'Union Carbide aux Etats-Unis. Dans sa dernière décision il n'a fait aucun effort pour cacher son parti pris. Les victimes cherchent un moyen de faire

appel, ainsi qu'un nouveau juge pour l'affaire, indiquant que la décision du juge Keenan est « un cas flagrant de partialité judiciaire ».

**2003 – 25 mars :** Les organisations de victimes confirment leur intention de faire appel de la décision. Même le journal local de la ville d'origine de Dow déclare que cette dernière devrait nettoyer le site pollué de Bhopal.

**2003 – 22 avril :** Rashida Bee et Champa Devi Shukla, survivantes de Bhopal, et Satinah Sarangi de l'Association de Bhopal pour l'information et l'action se rendent au Texas pour entamer une tournée de 40 jours aux Etats-Unis. Durant leur tournée, Rashida et Champa visitent des communautés ayant affaire à Dow Chemical et entament des discussions stratégiques avec des groupes de soutien pour renforcer leur lutte pour la justice.

**2003 – 1<sup>er</sup> mai :** Après une manifestation à New York, Rashida Bee, Champa Devi et entament avec l'activiste de longue date Satinah Sarangi, et d'autres militants un *satyagraha* (jeûne pour la justice) pour exprimer leur griefs envers Dow Chemical, le nouveau propriétaire d'Union Carbide. Un porte-parole de Dow déclare alors : « Nous considérons que le problème est réglé ».

**2003 – 8 mai :** Lors de l'assemblée générale de Dow à Midland, dans le Michigan, Rashida Bee, Champa Devi et Satinah Sarangi sont invités par des actionnaires responsables à exposer le problème de Bhopal, et rencontrent finalement le PDG de Dow. Cette rencontre ne débouche sur rien. William Stavropoulos, PDG de Dow, affirme dans un discours aux actionnaires qu'aucune charge criminelle ne pèse plus sur Dow-Carbide en Inde. John Musser, responsable des relations publiques de Dow devra admettre plus tard que cette affirmation était fausse.

**2003 – 12 mai :** Rashida Bee, Champa Devi et Satinah Sarangi mettent un terme à leur grève de la faim et demandent à ceux qui soutiennent la campagne pour la justice à Bhopal de se relayer pour prolonger le jeûne jusqu'au 19<sup>ème</sup> anniversaire de la catastrophe de Bhopal.

**2003 – 1<sup>er</sup> juillet :** **Une avancée importante a lieu lorsque le gouvernement indien transmet enfin au gouvernement américain une demande d'extradition de Warren Anderson, le PDG de Carbide au moment de la catastrophe.** L'année précédente à la même époque, le gouvernement indien s'apprêtait à lever les charges contre Anderson. Il aura fallu une énorme pression de la part des victimes et de ceux qui les soutiennent dans le monde entier, accompagnée de grèves de la faim et de la mobilisation d'un comité de parlementaires indiens pour forcer la main du gouvernement.

**2003 – 22 juillet :** Dix-huit membres du Congrès américain adressent une lettre au PDG de Dow, demandant à l'entreprise d'assumer la responsabilité des méfaits d'Union Carbide à Bhopal.

**2003 – octobre :** le prestigieux journal scientifique américain Journal of American Medical Association (JAMA) publie un constat alarmant, établi par la clinique Sambhavna, sur les retards de développement observés chez les enfants de Bhopal.

**2003 – novembre :** Rashida Bee et Champa Devi, porte-parole des victimes, participent au Forum Social Européen à Paris.

**2003 – décembre :** Organisation d'actions de soutien aux victimes à l'occasion du 19<sup>e</sup> anniversaire de la catastrophe.

**2004 – mars :** Les habitants de Bhopal voient enfin leur première demande aboutir.

**La Cour Suprême indienne ordonne au gouvernement du Madhya Pradesh de mettre en place un réseau de distribution d'eau potable.**

**2004 – 20 avril :** Rashida Bee et Champa Devi Shukla, victimes de Bhopal et militantes depuis de nombreuses années, se voient attribuer le prix Goldman de l'environnement. Ce prix est le « prix Nobel » de l'activisme environnemental. Elles reçoivent une enveloppe qu'elles remettent aux associations de victimes.

La Cour de l'Etat de New York annonce que la procédure ne peut se poursuivre que si le gouvernement indien indique qu'Union Carbide est bien responsable de l'état du site.

**2004 – mai :** Des actionnaires de Dow présentent une motion lors de l'assemblée générale demandant à la direction de faire un rapport sur les initiatives prises par Dow pour faire face à la catastrophe eut égard aux différentes procédures judiciaires en cours. Cette motion est soumise au vote mais rejetée.

**En Inde, la cour suprême indienne ordonne au gouvernement du Madhya Pradesh de mettre en place immédiatement un réseau de distribution d'eau potable non contaminée.**

**2004 – juin :** **Importante victoire dans le cadre du procès de New-York. Le gouvernement indien, reconnaissant l'ampleur de la contamination toxique du site de l'usine abandonnée de Dow-Carbide, informe officiellement les autorités américaines qu'il ne voit pas d'objection à ce que Dow-Carbide soit sommé par la justice américaine de réhabiliter le site.**

Dans le cadre d'une autre affaire, le tribunal de Bhopal envoie un deuxième avis au bureau de Dow en Inde leur demandant d'indiquer la raison pour laquelle ils ne représenteraient pas Union Carbide dans le cadre de la procédure pénale en cours. Union Carbide et son ex-PDG Warren Anderson font face à des charges d'homicide volontaire pour leur responsabilité dans la fuite de gaz de 1984.

**2004 – juillet :** **La Cour Suprême indienne ordonne au gouvernement indien de débloquer 327,5 millions de dollars pour les distribuer aux victimes et à leurs familles** (plus de 500 000 personnes). Mais ces indemnités ne couvrent pas les besoins médicaux et autres des communautés sur le long terme et laisse entier le problème de la pollution du site. Dans le même temps **le gouvernement américain rejette la demande d'extradition de Warren Anderson** en arguant que les charges criminelles de la cour de Bhopal ne sont pas assez précises.

**2004 – septembre :** Un premier projet d'aide à la réhabilitation économique de Bhopal est lancé en partenariat avec Greenpeace. Il s'agit de l'installation de panneaux solaires qui permettront d'assurer un approvisionnement en électricité pour développer différentes activités. La pression sur Dow continue car l'entreprise investit dans de nouveaux produits (notamment textile) alors que les victimes de Bhopal restent sans perspectives de développement.

**2004 – 21 septembre :** **Greenpeace ainsi qu'une délégation de la Campagne Internationale pour la Justice à Bhopal interpellent Dow lors du salon du textile « Première Vision »** rappelant à l'entreprise que ses dettes à Bhopal s'accumulent et que l'investissement placé dans le développement de leur fibre textile XLA n'est pas prioritaire.

**2004 – 29 septembre :** **Franck Pallone, membre du congrès américain soumet une résolution demandant à Union Carbide (filiale à 100% de Dow) de prendre en charge la réhabilitation médicale, sociale et économique des victimes de Bhopal. Il appelle aussi l'entreprise à dépolluer le site, ainsi que les nappes phréatiques.**

**2004 – 4 Novembre :** **Greenpeace organise un symposium sur le nettoyage du site de l'usine d'Union Carbide à Bhopal.** Des experts des sites pollués se rendent à Bhopal pour dresser l'inventaire des étapes de la décontamination. Un lourd investissement et une coopération internationale seront nécessaires pour prendre en charge les déchets hautement toxiques.